

VÉRIFIER AU MOMENT DE
L'ALLOCATION

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



86/58

Notes pour une allocution
du très honorable Joe Clark,
secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures,
à la "Conference Society of
Alberta"

JASPER, ALBERTA

Le 17 octobre 1986

Si j'avais pris la parole devant votre association il y a trois ans pour discuter des moyens de renforcer l'Alberta et le Canada, j'aurais sans doute proposé de mettre fin au Programme énergétique national, de remplacer l'Agence d'examen de l'investissement étranger, de réduire le déficit fédéral, d'améliorer les relations entre Ottawa et les provinces et d'examiner sérieusement les problèmes causés et les occasions offertes par le commerce extérieur.

Il n'est plus nécessaire aujourd'hui d'évoquer ces objectifs. Ainsi, le déficit fédéral est de plusieurs milliards de dollars inférieur à ce qu'il aurait été avec l'ancien gouvernement.

Nous avons fait le nécessaire pour éliminer les barrières artificielles qui entravaient la croissance de l'Alberta. L'Agence d'examen de l'investissement étranger est disparue. Le programme CANAGREX est en train d'être démantelé. Le processus de privatisation est solidement enclenché.

Sur le plan international, nous avons entamé des négociations importantes avec notre plus grand partenaire commercial pour assurer et améliorer notre accès à ce marché vital. Et, ce qui est tout aussi important, nous avons réussi à donner le coup d'envoi à une nouvelle série globale de négociations sous l'égide du GATT.

Je discuterai un peu plus en détail de ces deux initiatives clés dans quelques instants. Mais je voudrais d'abord dire quelques mots de l'industrie énergétique ici, en Alberta. Je voudrais tirer les choses au clair en ce qui concerne le PEN et vous indiquer comment le présent gouvernement s'est occupé de ce dossier.

Le Programme énergétique national de l'ancien gouvernement libéral, qui jouissait du plein appui du NPD, procédait de l'hypothèse que les gouvernements pouvaient diriger l'industrie pétrolière plus efficacement que le secteur privé.

Il s'est servi du système fiscal pour dicter où devaient se faire les travaux d'exploration et d'exploitation et il a invoqué le pouvoir de réglementation du gouvernement pour chercher à imposer les priorités d'Ottawa aux sociétés d'exploration et de service, petites et grandes, et aux gouvernement provinciaux.

Cette tentative de contrôle par l'État a été un désastre, tout particulièrement pour l'Ouest canadien. Je m'y suis opposé dès le début et nous avons démantelé le

Programme lorsque nous avons pris le pouvoir. Comme il fallait s'y attendre, cette situation a donné naissance à toute une kyrielle de taxes et de programmes - le Programme d'encouragements pétroliers, le COSC, le TRPG. Tout cela est maintenant chose du passé.

Notre propre approche repose sur deux principes: premièrement, la coopération d'Ottawa avec les provinces et l'industrie et, deuxièmement, la reconnaissance du fait que les forces du marché constituent un fondement plus sûr que le contrôle de l'État sur lequel asseoir la politique énergétique.

Peu après son arrivée au pouvoir, le gouvernement Mulroney a signé l'accord avec l'Ouest canadien. D'un seul trait ont été éliminées toute une série de taxes injustes et discriminatoires qui décourageaient les investisseurs. L'accord faisait également état de l'entente intervenue avec les provinces en vue d'éliminer progressivement le TRPG d'ici au 1^{er} janvier 1989. Les deux parties se sont mises d'accord à ce sujet. Ces initiatives ont eu pour effet de réinjecter des milliards de dollars dans l'industrie pétrolière et gazière canadienne. L'accord a libéré l'industrie de l'emprise du gouvernement tout en lui restituant les flux de liquidités qui sont pour elle gage de croissance, de d'investissement et d'emploi.

Par ailleurs, les développements survenus dans d'autres pays jettent une ombre sur les perspectives de l'industrie. Les problèmes ne doivent pas rester sans solution, mais ils ne doivent pas par ailleurs occulter le changement radical dans les attitudes et dans la façon de faire qui s'est opéré depuis l'élection du gouvernement Mulroney.

Quiconque a suivi l'évolution des relations fédérales-provinciales entre 1980 et 1984 sait que notre arrivée au pouvoir a amené à Ottawa un changement fondamental d'attitudes vis-à-vis du fédéralisme.

J'ai été plongé au coeur du débat constitutionnel. Je sais ce que M. Trudeau et le NPD cherchaient à faire, tout comme je sais quelles réactions extrêmes ces manoeuvres ont suscité ici. Tous les Canadiens de l'Ouest responsables ne peuvent que se réjouir de ce que cette époque soit révolue, de ce que cette intransigeance soit disparue et de ce qu'il y ait maintenant une volonté réelle de traiter l'Ouest canadien comme un partenaire à part entière dans la Confédération.

Ce "partenariat" se reflète aujourd'hui dans la réponse apportée au nouveau problème énergétique, qui est essentiellement dû à la division qui règne au sein de l'OPEP. La chute libre des prix mondiaux du pétrole au Canada s'est tragiquement soldée par une perte de liquidités de 5 milliards \$ pour la seule année 1986 et par la disparition d'environ 40 000 emplois.

Le gouvernement fédéral a réagi en supprimant le TRPG à compter du 1^{er} octobre de cette année. Cette initiative aura pour effet de renflouer de centaines de millions de dollars les liquidités de l'industrie au cours des trente prochains mois. Au fur et à mesure que ces fonds seront réinvestis, ils contribueront à relever le niveau de l'activité d'exploration et d'exploitation de l'industrie, ce qui en retour contribuera à protéger les emplois existants et à en créer de nouveaux.

Le printemps dernier, les petits et moyens producteurs ont pu bénéficier d'un abattement intérimaire dans le cadre du TRPG lorsque le crédit d'impôt pour petits producteurs a été relevé de 500 000 \$ à 2 millions \$, ce qui leur a permis d'économiser des millions de dollars.

Évidemment, je tire une certaine satisfaction de cette victoire. Je me suis opposé au PEN pour la première fois en 1980 et, six années difficiles plus tard, j'ai contribué à mettre un terme au TRPG. J'ai la ferme intention de travailler avec l'industrie et les provinces à apporter d'autres réformes.

Le démantèlement du PEN n'est qu'un exemple parmi plusieurs de la façon dont notre gouvernement a ramené les priorités de l'Ouest canadien au centre du programme national. J'ai déjà parlé de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, du programme CANAGREX, de la privatisation, du PEN et des progrès que nous avons accomplis relativement au déficit. J'aimerais maintenant vous dire quelques mots d'autres initiatives que nous avons prises depuis septembre 1984 ou qui sont en voie d'élaboration.

Les mesures législatives liées au programme "Aller sans entraves", qui peuvent avoir un effet si radical et si positif sur notre compétitivité, seront réintroduites au cours de la présente législature. Un fonds d'un milliard de dollars a été réservé aux paiements aux agriculteurs, en plus de l'allégement fiscal sur le carburant pour la ferme, d'un paiement record en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et de l'aide offerte aux céréaliculteurs et aux éleveurs en cas de sécheresse. Nous n'avons ménagé aucun effort pour garantir nos ventes de

céréales à l'Union soviétique. En outre, des crédits de 50 millions de dollars ont été engagés et serviront, conjointement avec les contributions des provinces, à faire de l'autoroute de Yellowhead un grand réseau de transport encore plus efficace. Enfin, le système Via Rail a été consolidé.

Ce ne sont pas là des réalisations négligeables. Elles représentent un changement de cap fondamental pour la politique nationale du Canada; ce changement est d'autant plus significatif ici parce que l'Alberta a énormément souffert des politiques auxquelles nous avons mis un terme.

Mais là où les Albertains ont joué de malchance, c'est qu'au moment même où nous commençons à poursuivre des politiques nationales visant à favoriser la croissance en Alberta, nos principales industries - l'énergie, l'agriculture, le bois d'oeuvre - se sont heurtées à de nouveaux problèmes. Et aucun d'entre eux n'est facile à régler. Certains nécessitent une intervention rapide des gouvernements, tandis que d'autres doivent être réglés par les particuliers, les entreprises, les syndicats et d'autres responsables.

À la fin des années 70, j'ai pu dire avec fierté de cette partie du pays qu'elle était "l'aboutissement constructif" de cette nation. Du point de vue historique, cette description donne une idée juste et objective de l'Ouest du Canada.

La contribution des Albertains à l'ensemble du Canada a été considérable à bien des égards, et non uniquement par l'abandon d'une partie des profits réalisés sur les ressources énergétiques.

Aujourd'hui, c'est un défi d'un nouveau genre qui se présente à nous. La question est de savoir si nous avons la volonté de raviver cet esprit d'entreprise et de saisir pleinement les nouvelles possibilités qui s'offrent à nous.

Votre conférence a pour thème l'Alberta et les marchés mondiaux. Je vous félicite de ce choix et vous encourage à aller de l'avant.

Il est clair pour quiconque analyse la conjoncture actuelle que l'économie canadienne est inextricablement liée à l'économie internationale. Chaque région du Canada dépend des exportations vers les marchés étrangers, qu'il s'agisse de bois d'oeuvre ou de poisson dans les provinces de l'Atlantique, de matériel de transport au Québec, de pièces d'automobile en Ontario, de pétrole et de gaz en Alberta, ou encore de bois d'oeuvre et de produits dérivés en

Colombie-Britannique. - Pratiquement toutes nos industries dépendent de nos ventes sur les marchés étrangers.

C'est pourquoi notre gouvernement a élaboré une stratégie commerciale dynamique - menée sur plusieurs fronts - à laquelle il donne la priorité. Le marché intérieur est limité, et c'est la raison pour laquelle nous dépendons étroitement des exportations. Il est vital que nous puissions améliorer notre position concurrentielle dans le monde.

Sur la totalité de nos échanges commerciaux, les trois quarts s'effectuent avec les États-Unis, bien que ces relations traversent une phase difficile. Nous avons constaté les effets de certaines pressions protectionnistes particulièrement vives qui s'exercent aux États-Unis. De nouvelles propositions présentées au Congrès américain auraient pour effet d'imposer des restrictions sur des centaines de produits destinés au marché américain.

La province de l'Alberta souhaite depuis longtemps qu'un accord commercial soit conclu entre le Canada et les États-Unis. Le gouvernement fédéral vient d'ouvrir des négociations officielles avec ce pays; elles visent à préserver notre accès aux marchés actuels, à faire obstacle aux pressions protectionnistes des deux côtés de la frontière et à créer de nouveaux débouchés pour nos échanges commerciaux.

Une nouvelle entente commerciale offre au Canada la perspective de nouveaux emplois grâce à un accès plus large et plus sûr à un marché de 235 millions de personnes. Un accroissement de 10 % de nos ventes aux États-Unis permettrait de créer environ 250 000 emplois, et de réduire ainsi de 2 % le taux de chômage.

Mais il n'y a pas que sur les marchés américains que nous cherchons à intensifier nos activités commerciales. Notre gouvernement s'efforce d'accroître les ventes de produits canadiens dans le monde entier. Nous participons aux négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT - l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Un système commercial stable restera toujours le moteur de la croissance économique mondiale. Le mois dernier, à Punta del Este, en Uruguay, il a été convenu à l'unanimité - après une semaine de débats interminables - de lancer une nouvelle série de négociations commerciales ambitieuses et globales. Ce nouveau "Uruguay Round", comme on appelle désormais ces négociations, reste la meilleure chance de se rapprocher de l'établissement des règles du jeu fondamentales en matière de commerce international et de mettre un terme aux pressions protectionnistes.

Il n'a pas été facile de parvenir à un consensus. La principale difficulté avait trait aux soi-disant "nouvelles questions", en particulier le commerce des services, qui sont d'une grande importance pour l'Alberta. Leur inclusion dans les négociations pourrait ultérieurement déboucher sur des changements fondamentaux dans ce secteur en pleine croissance.

Aux termes de la déclaration faite en Uruguay, dès que les négociations seront entamées, des solutions au problème de l'accès à l'ensemble des marchés devraient être mises de l'avant lorsqu'on examinera la question des barrières tarifaires et non tarifaires. Nous prévoyons que les NCM redonneront, à plus long terme, confiance aux exportateurs canadiens en renforçant le GATT en tant qu'institution au moyen d'un meilleur système de règlement des litiges.

Par ailleurs, ce gouvernement innove par l'utilisation qui est faite des voyages officiels. À Pékin, le Premier ministre a ouvert officiellement la réunion du Conseil commercial Canada-Chine, donnant ainsi une valeur exceptionnelle à l'idée de coopération économique entre les deux pays.

En tant que ministre responsable des Affaires extérieures, j'insiste sur la nécessité d'être accompagné d'investisseurs canadiens dans presque tous les voyages que je dois effectuer - ce qui n'était pas dans les habitudes des précédents secrétaires d'État. Cette collaboration a permis de trouver de nouveaux débouchés pour les ventes, les investissements, les entreprises en coparticipation et le transfert de technologie, aussi bien en Inde, en Uruguay, au Pakistan, en Égypte et en Thaïlande qu'à Tokyo, à Caracas et dans la Pampa argentine.

J'ai eu l'honneur le mois dernier, de diriger la délégation canadienne à la réunion des ministres du GATT, qui comptait parmi ses membres non seulement nos excellents fonctionnaires canadiens, mais également des responsables des secteurs commerciaux et économiques du pays, ainsi que des ministres représentant les gouvernements de toutes les provinces.

Je voudrais vous donner deux exemples précis de ce à quoi je fais allusion:

Agri-Team Canada est une nouvelle entreprise albertaine de consultants en agriculture. Elle a été mise sur pied par Acres International Ltd. et par Bob Francis, un exploitant de Priddis, qui travaille pour la firme Agritech Consulting Services Ltd.

Prairie Microtech est une entreprise établie à Regina qui se spécialise dans la gestion des parcs d'engraissement. Elle a commencé à chercher de nouveaux débouchés à l'étranger pour vendre des logiciels servant à la gestion informatique des parcs d'engraissement.

Aucune de ces entreprises n'avait cherché auparavant à s'implanter sur les marchés de l'Amérique du Sud, mais toutes les deux ont pensé qu'il pouvait y avoir des débouchés.

J'ai donc fait le nécessaire pour que leurs représentants, ainsi que ceux de 26 autres entreprises canadiennes puissent m'accompagner au cours de mon voyage au Venezuela, en Argentine et en Uruguay en septembre.

Ces deux entreprises de l'Ouest ont trouvé des possibilités d'exporter ou d'investir qui se traduiront probablement par un nombre d'emplois et une croissance accrus en Alberta et en Saskatchewan. Elles démontrent combien il est important pour nos entreprises d'étendre leurs activités hors de nos frontières; et leur expérience prouve qu'il existe un immense potentiel de collaboration économique entre les Canadiens et les pays du monde entier.

Ces deux exemples illustrent un aspect essentiel en ce qui concerne les possibilités qui s'offrent à l'Alberta sur les marchés mondiaux, à savoir que les débouchés existent lorsqu'on se donne la peine de les chercher, et qu'il existe pour les Albertains d'excellentes possibilités si nous sortons de nos frontières.

J'ai demandé à quelque-unes de nos missions à l'étranger de fournir quelques exemples récents de l'aide que nous avons été en mesure d'offrir aux exportateurs albertains. En voici une liste incomplète: ventes de pièces de rechange pour têtes de puits de gaz au Bangladesh; 800 000 \$ de viande de cheval exportée vers l'Italie; 1 million \$ d'embryons vendus à l'Australie, ainsi que des matériaux plastifiés pour le recouvrement des sols dans les porcheries et les élevages de volailles à Perth, et une commande initiale de 13 000 \$ de champignons sauvages pour la Suisse. L'an dernier, 107 entreprises de l'Alberta ont reçu une subvention au titre du Programme des foires et missions du Ministère afin qu'elles participent à des foires commerciales à l'étranger. Bien que les rapports n'aient pas tous été reçus, des ventes de plus de 19 millions \$ ont déjà été enregistrées. Les entreprises concernées comprennent Alberta Telecom, Nova, Baker Engineering et Edwards Rod Weeder. Le point essentiel à retenir, c'est que nous avons pris la peine d'aller voir. Et lorsque les Canadiens partent en quête d'affaires, ils peuvent l'emporter sur les meilleurs concurrents au monde.

À Drummondville, j'ai rencontré il y a deux semaines un petit producteur canadien qui fabrique des filaments dans l'une des régions rurales du Québec et les exporte à Hong Kong. Il y a des milliers de Canadiens qui, comme lui, ont confiance en leur capacité et non pas peur des marchés étrangers. Ils ne discutent pas de la politique commerciale; ils vont à l'étranger et la concrétisent. Et alors que d'autres débattent de la confiance du Canada et de sa compétence, ils exportent et en font la preuve. Ils prennent le monde d'assaut et en sortent vainqueurs.

Je ne voudrais pas que certains esprits sophistiqués dans l'auditoire voient dans ces propos une tentative simpliste de promotion. Il y a quatre semaines ce soir, dans un casino de l'Uruguay converti pour les besoins de la cause, un changement majeur s'est produit parce que le Canada et d'autres pays de même opinion avaient décidé d'exercer des pressions. Pour la première fois, en effet, les questions agricoles sont une priorité au sein du GATT.

Aucune question commerciale n'est plus compliquée ni plus délicate sur le plan politique que ces subventions de plus en plus nombreuses qui sont versées aux agriculteurs. Pourtant, même dans ce domaine hautement complexe, la détermination a porté fruit.

Pour l'agriculture canadienne, la menace la plus importante est cette tendance de plus en plus généralisée, aux États-Unis et en Europe, à octroyer aux agriculteurs des subventions que nous ne pouvons égaler chez nous. Jadis, les succès remportés sur les marchés agricoles internationaux étaient à la mesure de l'efficacité des agriculteurs; aujourd'hui, ils sont déterminés par l'importance des subventions. Le Canada compte les agriculteurs les plus efficaces au monde. Il n'a toutefois pas les plus gros budgets. C'est pourquoi il nous faut repenser nos politiques de manière à donner une chance à nos agriculteurs.

Le Premier ministre a entamé ce processus lorsqu'il a soulevé la question des subventions agricoles au Sommet de Tokyo - c'était la première fois que les participants se penchaient sur ce dossier. Nous avons vigoureusement mis de l'avant cette initiative, à l'occasion de réunions à Vancouver, en Thaïlande, à Cairns en Australie et finalement en Uruguay, à la réunion du GATT. À Punta del Este, j'ai dit que le GATT avait eu la mauvaise habitude de mettre de côté les questions agricoles. La situation a maintenant changé, et le Canada en est responsable en grande partie.

Que le défi consiste à vendre des champignons en Suisse, à obtenir que les questions agricoles soient examinées au GATT, ou encore à appliquer les technologies d'exploitation pétrolière en Asie, il reste que les débouchés internationaux offrent des occasions uniques pour l'Alberta; il nous faut les prospecter avec la créativité et l'assurance qui sont les traits caractéristiques de cette province.